



LE SAHEL EN QUÊTE DE SOUVERAINETÉ



Dossier n° 91

Tricontinental: Institut de recherche sociale

Août 2025

Les images de ce dossier mettent en lumière la vie quotidienne des classes populaires du Sahel, qui constituent la base des coups d'État militaires bénéficiant d'un large soutien dans la région. Réalisées par Pedro Stropasolas (Brasil de Fato), ces photographies documentent des scènes de la Conférence internationale de solidarité avec les peuples du Sahel à Niamey, au Niger (novembre 2024), de Sakété, au Bénin (juillet 2025), ainsi que de Ouagadougou et de Koubri, au Burkina Faso (juillet 2025).

LE SAHEL EN QUÊTE DE SOUVERAINETÉ



Dossier n° 91 | Tricontinental: Institut de recherche sociale
Août 2025



Introduction

En septembre 2023, à la suite de coups d'État menés par des factions progressistes de l'armée, les chefs d'État du Burkina Faso, du Mali et du Niger se sont réunis à Bamako (Mali) pour signer la *Charte de Liptako-Gourma instituant l'Alliance des États du Sabel* (AES).¹ L'article 6 de la charte prévoit que :

Toute atteinte à la souveraineté et à l'intégrité du territoire d'une ou plusieurs Parties contractantes sera considérée comme une agression contre les autres Parties et engagera un devoir d'assistance et de secours de toutes les Parties, de manière individuelle ou collective, y compris l'emploi de la force armée, pour rétablir et assurer la sécurité au sein de l'espace couvert par l'Alliance.²

La création de l'AES a été une réponse directe à la menace d'une intervention militaire au Niger par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à la suite du coup d'État militaire soutenu par la population. La CEDEAO, en collaboration avec l'Union africaine (UA), a également imposé des sanctions et suspendu les trois États membres de l'AES à la suite de leurs coups d'État respectifs : le Mali en août 2020, le Burkina Faso en janvier 2022 et le Niger en juillet 2023.

En janvier 2024, le Burkina Faso, le Mali et le Niger ont annoncé conjointement leur retrait de la CEDEAO. Cette décision, devenue officielle en janvier 2025, a été justifiée comme suit :

Après 49 ans d'existence, les vaillants peuples du Burkina, du Mali et du Niger, constatent avec beaucoup de regrets, d'amertume et une grande déception que leur Organisation [la CEDEAO] s'est éloignée des idéaux de ses pères fondateurs et du panafricanisme. En outre, la CEDEAO, sous l'influence de puissance étrangère, est devenue une menace pour ses États membres et ses populations dont elle est censée assurer le bonheur.³

Les dirigeants de l'AES — Assimi Goïta au Mali, Ibrahim Traoré au Burkina Faso et Abdourahamane Tchiani au Niger — sont unis par les conditions de leur arrivée au pouvoir qui fait suite à des coups d'État populaires ainsi que par leur exaspération face à la politique pro-occidentale de la CEDEAO. Ils représentent une nouvelle génération d'officiers militaires qui canalisent la frustration populaire généralisée à l'égard du néocolonialisme français. Leur retrait de la CEDEAO trouve ses racines dans les limites historiques de ce bloc.

En dépit des discours panafricains tenus par les dirigeants lors de la création de la CEDEAO en 1975, à l'instar du général Acheampong du Ghana, qui promettait que cette nouvelle organisation régionale « mettrait fin à des siècles de division et de barrières artificielles imposées à l'Afrique de l'Ouest depuis l'extérieur », il s'agissait dès le départ d'un projet limité. En réalité, cette institution ne doit se consacrer qu'à des questions économiques, comme la création d'un marché commun, sans objectifs sérieux d'intégration politique.⁴ Cette portée limitée a été immédiatement entravée par des divisions internes et, plus important encore, par des loyautés externes

concurrentes. La Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO), créée parallèlement à la CEDEAO et soutenue par la France, a souvent sapé les objectifs du bloc. Cela s'est illustré lors de la crise tchadienne de 1979-1981, lorsque la France et la CEAO ont sapé la mission de maintien de la paix du Nigeria. Celle-ci s'est avérée un échec pour la CEDEAO et une victoire pour leur propre bloc. De même, les pactes militaires existants entre la France et ses anciennes colonies ont entravé les efforts visant à créer une stratégie de défense commune.⁵

C'est cette histoire de divisions internes et d'influence étrangère persistante qui façonne aujourd'hui la perspective de l'AES. L'alliance affirme que la CEDEAO agit désormais comme un exécutant régional d'intérêts extérieurs, trahissant ses principes fondateurs en tombant « sous l'influence des puissances étrangères ». ⁶ Par conséquent, lors du sommet de Niamey où l'AES a été fondée, les États membres ont affirmé que leur retrait de la CEDEAO était définitif, même s'ils prévoient une transition vers un régime civil.

Bien que les institutions de sécurité traditionnelles, les commentateurs politiques et les organisations non gouvernementales aient reconnu l'échec de la CEDEAO et d'autres partenariats de sécurité à assurer une sécurité significative dans la région, ils ont largement condamné les mesures prises par l'AES comme « un coup dur pour le projet d'intégration régionale » qui risquerait d'accroître « les fractures » et « d'exacerber la détérioration de la situation [sécuritaire] » dans la région.⁷ Pourtant, un contre-discours se forme à travers le Sahel. Du point de vue non seulement des dirigeants politiques de l'AES, mais aussi des organisations locales et de la population en

général, l’alliance s’est forgée dans le creuset des défis sécuritaires et des inégalités plus larges auxquels sont confrontés de nombreux pays du Sud qui luttent activement pour leur souveraineté et leur développement. Pour les membres de l’AES, 2023 a marqué une rupture collective avec les accords de sécurité qui ont échoué (tels que le G5 Sahel), les institutions régionales délégitimées, comme la CEDEAO et l’UA, ainsi qu’avec les relations politiques inégales et de longue date avec l’Union européenne, la France et les États-Unis, le tout soutenu par des décennies de politique économique néolibérale.*

Ce dossier explore l’émergence de l’AES et cherche à stimuler un débat sur la conjoncture régionale. Nous considérons cette nouvelle formation comme un exemple de régionalisme anti-impérialiste qui s’inscrit dans le contexte plus large qui voit les États du Sud répondre aux défis liés à la souveraineté, à la dépendance et à la sécurité interne et externe. Elle invite à la réflexion et au débat sur la signification et les implications de ce retour à la voie de la souveraineté, non pas comme un nationalisme nostalgique, mais comme une tentative audacieuse et nécessaire de retrouver l’autonomie politique,

* Les chemins empruntés par le Burkina Faso, le Mali et le Niger pour faire face à leur héritage colonial diffèrent considérablement. Le Mali a tenté de mettre en œuvre un programme socialiste dans les années 1960, qui a été contrecarré par un coup d’État en 1968; le Burkina Faso s’est lancé dans un projet de développement souverain mené par l’État entre 1983 et 1987, qui s’est soldé par l’assassinat de Thomas Sankara; et les principaux groupes anticolonialistes du Niger ont été largement réprimés au début des années 1960. Bien qu’une analyse complète de ces différences dépasse le cadre du présent dossier, les expériences historiques communes de ces trois pays — telles que le colonialisme français, les accords économiques néocoloniaux, les coups d’État militaires fréquents et la dépendance vis-à-vis des ressources minérales — constituent des points communs suffisants pour mériter d’être analysés ensemble.

l'autodétermination économique et la dignité civilisationnelle face à l'hyperimpérialisme.





De la domination coloniale à l'indépendance de façade

Le Burkina Faso, le Mali et le Niger sont des pays enclavés dont une partie importante du territoire s'étend à la lisière sud du Sahara. Ensemble, ils représentent environ 45 % de la superficie de l'Afrique de l'Ouest et 17 % de sa population, soit 73 millions d'habitants (Niger, 26,2 millions; Mali, 23,8 millions; et Burkina Faso, 23 millions).⁸ Ces pays partagent des normes culturelles profondément enracinées, qui accordent une grande importance aux valeurs communautaires, aux traditions orales, à un mode de vie essentiellement agricole, ainsi que des structures sociales et un quotidien fortement influencés par la religion dominante, l'islam.

Comme une grande partie de l'Afrique de l'Ouest, les contradictions de la domination coloniale sont particulièrement aiguës pendant la Seconde Guerre mondiale dans ces pays. Si le débarquement en Normandie est l'un des moments les plus célèbres de l'histoire militaire française, on oublie souvent que bon nombre des soldats et des travailleurs ayant contribué à la victoire sur l'Allemagne nazie étaient des Africains issus des colonies françaises, notamment du Burkina Faso, du Mali et du Niger actuels. Leur sacrifice sur le sol européen a contribué à une prise de conscience politique croissante et a jeté les bases des revendications d'égalité et d'autodétermination de l'après-guerre.⁹

Au lendemain de la guerre, encouragés par le bloc socialiste émergent, les appels à l'indépendance se multiplient. Au Niger, par exemple, le Parti progressiste nigérien (PPN) est fondé en 1946, comme un parti affilié au Rassemblement démocratique africain (RDA), un mouvement panafricain anticolonialiste dirigé par des personnalités telles que Modibo Keita au Mali et Ahmed Sékou Touré en Guinée. Initialement, le RDA exige l'égalité de traitement avec les citoyens français, mais s'oriente vers la revendication de l'indépendance totale. Au Burkina Faso, le parti de l'Union voltaïque (UV) rejoint le RDA dans l'espoir de construire un front de libération nationale coordonné au niveau régional, mais l'UV est finalement dissoute sous la pression française. Ce réveil politique va jeter les bases des luttes de libération nationale en Afrique de l'Ouest.

Après la coûteuse défaite au Vietnam en 1954 et dans un contexte d'escalade de la guerre en Algérie (1954-1962), la France est confrontée à une pression croissante tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Craignant une perte totale de son influence économique et politique en Afrique, le président Charles de Gaulle, récemment revenu au pouvoir, convoque un référendum en 1958 dans le cadre de la nouvelle constitution de la Ve République. Le référendum offre deux choix aux colonies africaines : voter « oui » pour rester dans la Communauté franco-africaine, sous l'influence française (l'option dite « transitionnelle », qui promettait une indépendance différée tout en conservant les pouvoirs clés entre les mains de la France), ou voter « non » pour une indépendance immédiate, avec la menace d'un retrait soudain de la France et d'une instabilité économique annoncée. Djibo Bakary, fondateur du parti Sawaba (qui signifie

«liberté» en haoussa) et futur chef du gouvernement nigérien après les premières élections de 1957, mène la campagne pour le «non». Finalement, seule la Guinée, sous la direction de Sékou Touré, vote «non», devenant ainsi la première colonie française d'Afrique de l'Ouest à obtenir son indépendance en 1958.

Les partisans d'une rupture totale avec la France, comme Bakary, sont victimes de répression interne et écartés par les collaborateurs coloniaux, notamment les chefs traditionnels, les administrateurs coloniaux et les évolués (c'est-à-dire les Africains éduqués dans les institutions françaises, bénéficiant de droits ou d'un statut limités et formés pour servir l'ordre colonial).¹⁰ Afin de saboter le référendum au Niger et de discréditer Sawaba, qui s'oppose également à l'exploitation de l'uranium par la France, de Gaulle envoie alors un nouveau gouverneur : Don Jean Colombani. Le gouvernement Colombani utilise son contrôle total sur les institutions clés de l'État — telles que la sécurité, les finances et l'administration territoriale — pour lancer une campagne de répression, d'intimidation et même de guerre psychologique, notamment en larguant des tracts depuis des avions avertissant que les électeurs qui voteraient «non» sont des ennemis de l'État.¹¹ Malgré le large soutien populaire dont bénéficiait Sawaba, une fraude électorale massive assure une victoire à la campagne du «oui» au Niger en 1958.

Néanmoins, la victoire de la campagne pour le «non» en Guinée la même année, s'appuyant sur l'indépendance antérieure du Ghana vis-à-vis de la Grande-Bretagne en 1957, contraint la France à davantage de concessions sur la question de l'indépendance politique. En 1960, dix-sept pays africains, dont quatorze anciennes

colonies françaises, déclarent leur indépendance. Cependant, cette indépendance formelle ne s'accompagne pas d'une véritable transformation économique. La tutelle et le pouvoir discrétionnaire de la France se poursuivent et le contrôle économique se maintient à travers une série d'accords de « coopération », notamment des accords de défense, des protocoles d'assistance technique et des arrangements financiers, tels que le système du franc CFA. L'un de ces accords, l'accord de défense signé en avril 1961 par la Côte d'Ivoire, le Bénin (anciennement Dahomey) et le Niger, garantit ainsi à la France « la libre disposition des installations militaires ». ¹² Dans le cas du Niger, la France a également maintenu un contrôle important grâce aux mécanismes suivants, qui reflètent une tendance plus large observée dans toute la région :

- **Régimes de dette coloniale** : le Niger est tenu de « rembourser » à la France les infrastructures de l'époque coloniale, telles que les routes et les écoles construites grâce au travail forcé.
- **Contrôle des ressources** : la France conserve un droit de premier refus sur les exportations stratégiques du Niger, en particulier l'uranium, et les entreprises françaises implantées au Niger bénéficient d'un accès préférentiel aux secteurs clés de l'économie.
- **Exonérations fiscales** : sur la base du principe de non double imposition, les entreprises françaises opérant au Niger ne payent des impôts qu'en France et sont exonérées des obligations locales, notamment les droits, les taxes sur les ventes,

telles que la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et même les taxes sur les carburants, ce qui réduit considérablement les recettes fiscales du pays.

- **Dépendance monétaire** : le Niger est tenu d'utiliser le franc CFA, une monnaie émise et réglementée par le Trésor français, ce qui limite son contrôle sur la politique monétaire et budgétaire.
- **Enracinement militaire** : la France maintient des bases militaires et bénéficie d'une « libre disposition des installations militaires ». Cela comprend la liberté de circulation sur terre, dans les airs et sur les eaux, le libre accès aux infrastructures de transport et de communication, ainsi que le droit d'installer des systèmes de signalisation et de transmission aériens et maritimes.¹³

En outre, l'annexe II de l'accord de défense de 1961 garantit le rôle de l'armée dans la défense des intérêts financiers et de la politique économique de la France dans les pays signataires. L'article 1 de cette annexe établit notamment deux catégories de matières premières stratégiques : 1) les hydrocarbures liquides ou gazeux; et 2) l'uranium, le thorium, le lithium et le béryllium, leurs minerais et composés. L'article 2 prévoit que « La République française informe régulièrement la République de Côte d'Ivoire, la République du Dahomey et la République du Niger de la politique qu'elle est appelée à suivre en ce qui concerne les matières premières et produits stratégiques, compte tenu des besoins généraux de la défense, de l'évolution des ressources et de *la situation du marché*

mondial » [nous soulignons]. L'article 5 prévoit que les Africains doivent, en retour, veiller à ce que la France soit « tenue informée des programmes et projets concernant l'exportation hors du territoire [...] des matières premières et des produits stratégiques de deuxième catégorie ». En sus de tout cela, les trois pays s'engagent à « faciliter au profit des forces armées françaises le stockage des matières premières et produits stratégiques » et, « lorsque les intérêts de la défense l'exigent », ils « limitent ou interdisent leur exportation à destination d'autres pays ». ¹⁴ En intégrant des directives économiques dans des cadres de coopération militaire, l'accord transforme l'infrastructure de défense du pays en un outil de sauvegarde des intérêts commerciaux et géopolitiques français.

Le Mali a également tenté d'affirmer sa souveraineté économique et politique dans les années qui ont suivi son indépendance en 1960. Sous la direction de Modibo Keita (1960-1968), le pays mène des politiques économiques d'orientation socialiste, telles que la création d'entreprises publiques et l'adoption d'une monnaie nationale indépendante du franc CFA en 1962 afin de mettre fin à la domination monétaire française. Ces efforts se heurtent à d'importantes représailles, notamment l'isolement diplomatique, des restrictions commerciales et le retrait du soutien technique et financier français, qui contribue à aggraver la crise économique. Les troubles économiques qui suivent permettent au lieutenant Moussa Traoré, soutenu par la France, de mener un coup d'État militaire en 1968, conduisant le Mali à réintégrer la zone franc CFA en 1984.

À la fin de la Guerre froide, la France réoriente sa politique africaine en introduisant la « conditionnalité politique » lors du sommet de

La Baule en 1990. Le président Mitterrand déclare alors que l'aide française serait désormais liée à des réformes soi-disant démocratiques, telles que des élections multipartites.¹⁵ Cela donne lieu à une vague de programmes d'ajustement structurel (PAS) imposés par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale dans toute l'Afrique au cours des années 1980. Au Mali, des mesures d'austérité, des coupes dans le secteur public et la libéralisation du commerce accompagnent ainsi le retour du pays dans la zone franc CFA en 1984. Les années 1990 marquent le début d'une deuxième vague de PAS sur le continent, en particulier après la dévaluation du franc CFA en 1994, lorsque la France, le FMI et la Banque mondiale font pression pour diviser la valeur de la monnaie par deux. Présentée comme une mesure visant à stimuler les exportations et à rétablir la stabilité financière, la dévaluation entraîne en réalité une forte hausse des prix, une érosion des salaires et des troubles généralisés dans toute la région. Cette deuxième phase combine libéralisation économique et réformes de gouvernance imposées par les bailleurs de fonds.¹⁶ Sous couvert de démocratisation, ces changements renforcent le contrôle néocolonial au moyen de la dette, des privatisations et de la restructuration de l'État sous contrôle extérieur.

Ces instruments de domination reconfigurés s'accompagnent de l'expansion de la présence militaire étasunienne sous prétexte de lutte contre le terrorisme. En 2002, les États-Unis lancent la Pan-Sahel Initiative, qui marque le début d'une présence militaire occidentale soutenue dans plusieurs pays de la région, notamment au Mali, au Niger, au Tchad et en Mauritanie, avant de s'étendre au

Burkina Faso dans le cadre de son successeur, le Partenariat transsaharien contre le terrorisme, en 2005.

Comme l'explique le ministre malien des Affaires étrangères, Abdoulaye Maïga, lors de l'Assemblée générale des Nations Unies en 2024, la crise sécuritaire régionale est « exacerbée par l'intervention militaire hasardeuse de l'OTAN en Libye, en 2011 ».¹⁷ L'effondrement de l'État libyen a ouvert la voie à un commerce d'armes non réglementé et à une recrudescence des activités terroristes. Le bombardement de ce qui était alors l'un des États africains les plus développés — avec l'indice de développement humain le plus élevé du continent et de grands projets de développement d'infrastructures, tels que le projet d'irrigation « Grande rivière artificielle » — est largement considéré comme un tournant. Il a également sapé le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, qui était prêt à envoyer une mission dans la capitale libyenne, Tripoli, lorsque les premières bombes ont été larguées.¹⁸

À la suite du bombardement de la Libye en 2011, toujours sous le prétexte de la lutte contre le terrorisme, les activités militaires françaises et américaines s'intensifient considérablement dans tout le Sahel. De nouvelles opérations de drones américains, des missions de formation dirigées par l'AFRICOM et des déploiements militaires américains et français sont lancées à Gao (Mali), N'Djamena (Tchad), Niamey (Niger) et Ouagadougou (Burkina Faso). En 2014, les troupes françaises lancent l'Opération Barkhane, consolidant leur présence régionale et formant la force opérationnelle conjointe du G5 Sahel, qui comprend le Burkina Faso, le Tchad, le Mali, la Mauritanie et le Niger.¹⁹ Et pourtant, les activités terroristes ont

augmenté de manière importante au cours de la dernière décennie. Les responsables maliens ont affirmé à plusieurs reprises que, non seulement, les opérations militaires françaises ne parviennent pas à contenir le terrorisme, mais qu'elles sont en fait le moteur des activités terroristes, accusant la France de cibler certains groupes armés de manière sélective, d'en tolérer ou d'en protéger d'autres, et d'utiliser la crise sécuritaire pour justifier sa présence militaire prolongée et protéger ses intérêts stratégiques. En août 2022, le ministre malien des Affaires étrangères de l'époque, Abdoulaye Diop, accuse ouvertement la France de violations répétées de l'espace aérien malien, d'espionnage et de soutien direct à des groupes terroristes — notamment par la livraison aérienne d'armes et la coordination avec des chefs djihadistes — et demande une réunion d'urgence du Conseil de sécurité des Nations Unies pour mettre fin à ce qu'il a qualifié d'« actes d'agression contre la souveraineté et l'intégrité territoriale [du Mali] ».²⁰

Pendant que les acteurs militaires étrangers sapent la souveraineté nationale sous le couvert de la lutte contre le terrorisme, les sociétés transnationales, elles, continuent d'extraire les richesses du Sahel selon les termes d'accords profondément inégaux. Ces pays restent en effet fortement dépendants de l'exportation de matières premières — telles que l'uranium du Niger et l'or du Mali — qui se fait à des conditions particulièrement léonines. En 2010, par exemple, le Niger n'a reçu que 13 % de la valeur totale des exportations générées par les deux principales sociétés minières françaises d'uranium opérant dans le pays.²¹ Bien qu'il soit devenu l'un des plus grands producteurs d'or d'Afrique depuis les années 1990, le Mali n'en a tiré que des avantages économiques minimes. Les exonérations fiscales, les

structures de redevances inéquitables et d'autres politiques ont permis à des entreprises, telles que Randgold Resources (qui a fusionné avec Barrick Gold Corporation en 2018) et AngloGold Ashanti d'extraire des profits sans les réinvestir dans le pays.

Cette dépendance économique a renforcé le sous-développement à long terme, rendant les États vulnérables aux pressions extérieures et limitant leur capacité à diversifier leur économie ou à négocier des conditions commerciales favorables. L'absence de développement durable qui en a résulté a contribué à une série de crises politiques, sociales et sécuritaires. Depuis les années 1990, les coups d'État et les changements de régime sont devenus monnaie courante, les élites se disputant le pouvoir dans un contexte institutionnel fragile. La corruption, l'insuffisance des services publics et l'exclusion des groupes marginalisés ont encore sapé la légitimité de l'État et renforcé la méfiance de la population.



PLACE DE LA PATRIE
LABOU SANNI NO! ZANCÉ KASSA NÉ!
LA PATRIE OU LA MORT NOUS VAINCRON



Intervention militaire pour la souveraineté nationale

Mobilisations de masse

La frustration populaire à l'égard des institutions étatiques vidées de leur substance par des décennies de restructuration néolibérale et d'ingérence étrangère a éclaté en mobilisations de masse au Mali, au Burkina Faso et au Niger entre 2017 et 2022, qui ont finalement conduit à des coups d'État populaires dans les trois pays.

Les premières manifestations qui portent initialement contre le franc CFA ont lieu au Sénégal en septembre 2017. Elles s'intensifient et s'étendent rapidement. Cette monnaie, émise par le Trésor français, est largement considérée comme un outil de domination économique continue et un symbole du contrôle néocolonial. Au Mali, des manifestations de grande ampleur ont éclaté en avril 2019 à la suite d'une vague de violences intercommunautaires, notamment le massacre d'environ 160 villageois peuls par des membres de la communauté ethnique dogon.²² La situation s'est aggravée en janvier 2021 lorsqu'une frappe aérienne française a touché une fête de mariage dans le village de Bounti, tuant au moins dix-neuf civils. Alors que l'armée française affirme avoir pris pour cible des combattants djihadistes, une enquête menée par la suite par les Nations Unies a conclu que la frappe avait touché en grande majorité des civils, en violation du droit international.²³ Ces événements ont alimenté des manifestations de masse exigeant la démission du président Ibrahim

Boubacar Keïta et le retrait des troupes françaises et internationales, et contribuant finalement à la destitution de Keïta et à la formation d'un gouvernement militaire en août 2020.

De même, le Burkina Faso a connu des mobilisations massives contre les politiques sécuritaires inefficaces du Président Roch Kaboré à partir de 2018. Elles ont atteint un point critique en novembre 2021 lorsque des manifestants à Kaya et ailleurs ont bloqué des convois militaires français, les soupçonnant de complicité avec des groupes terroristes. Ces troubles persistants ont abouti à une révolte militaire en janvier 2022 qui a porté le capitaine Ibrahim Traoré au pouvoir.

Parallèlement, au Niger, des manifestations ont éclaté à la suite d'une attaque meurtrière perpétrée en décembre 2019 par des militants de l'État islamique contre une base militaire. Causant au moins 71 morts parmi les soldats nigériens, elle a attisé la colère de la population face à l'impuissance de l'État. Les tensions ont repris en novembre 2021 dans la ville de Tera, où des manifestants ont affronté un convoi militaire français qui avait déjà été retardé pendant plus d'une semaine par des manifestants au Burkina Faso. Le convoi a ouvert le feu, tuant au moins deux civils et en blessant plusieurs autres, ce qui a encore intensifié l'indignation de la population.²⁴

Coups d'État populaires

L'Afrique est souvent décrite comme souffrant d'une « épidémie de coups d'État ».²⁵ Entre 1950 et 2022, la majorité des tentatives de

coups d'État militaires dans le monde — 214 sur 486 — ont eu lieu en Afrique, dont la moitié a abouti.²⁶ Le discours dominant sur les récents coups d'État au Sahel les présente largement comme un nouveau cycle d'instabilité politique en Afrique, s'inscrivant dans un schéma récurrent de « coups d'État menés par des entrepreneurs politiques autocratiques en quête de pouvoir »²⁷ Cependant, contrairement aux coups d'État précédents sur le continent, ceux-ci semblent illustrer un patriotisme certain, que le Président de l'Organisation des peuples de l'Afrique de l'Ouest (OPA), Philippe Toyo Noudjènoumè, qualifie « d'intervention militaire pour la souveraineté ».²⁸

Ces gouvernements militaires se distinguent des exemples précédents qu'il y a pu avoir dans la région par au moins trois aspects importants : premièrement, l'origine sociale et l'orientation idéologique des leaders putschistes; deuxièmement, la participation active d'organisations populaires; et, troisièmement, l'élaboration de programmes nationaux panafricains et anti-impérialistes endogènes.

1) L'origine sociale et l'orientation idéologique des auteurs du coup d'État. Bon nombre des principaux auteurs du coup d'État sont d'un autre acabit que les divers officiers qui ont mené des coups d'État dans la région dans le passé. Les coups d'État archétypaux des années 1960 et 1980 étaient largement soutenus par l'Occident et visaient les leaders de la Libération nationale afin de freiner la propagation des gouvernements et des forces sociales anti-impérialistes ou de gauche. Dans ces cas-là, la survie d'un gouvernement militaire était moins liée à des considérations idéologiques qu'à la nécessité d'obtenir le soutien des élites civiles et des bailleurs

de fonds étrangers.²⁹ Les coups d'État récents ne correspondent pas à ce modèle. Comme l'observe Vijay Prashad, directeur de l'Institut de recherche sociale Tricontinental :

Des personnes comme le capitaine Ibrahim Traoré (né en 1988) au Burkina Faso, qui a grandi dans la province rurale de Mouhoun et étudié la géologie à Ouagadougou, ou comme le colonel Assimi Goïta (né en 1983) au Mali, originaire de la ville marchande et bastion militaire de Kati, représentent de larges fractions de cette classe [la petite bourgeoisie rurale]... Rejetées, sans véritable programme politique pour les représenter, de larges franges de la population se sont ralliées aux intentions patriotiques de ces jeunes militaires, eux-mêmes poussés par des mouvements de masse — tels que les syndicats et les organisations paysannes — dans leurs pays. C'est pourquoi le coup d'État au Niger est défendu par des rassemblements de masse, de la capitale Niamey aux petites villes reculées qui bordent la Libye. Ces jeunes dirigeants n'arrivent pas au pouvoir avec un programme bien défini. Cependant, ils ont une certaine admiration pour des personnalités telles que Thomas Sankara : le capitaine Ibrahim Traoré du Burkina Faso, par exemple, porte un béret rouge comme Sankara, s'exprime avec la franchise de gauche de Sankara et imite même sa diction.³⁰

2) La participation active des organisations populaires. Les organisations populaires ont donné naissance à des éléments fondamentaux du programme national et participent activement à sa construction. En juillet 2023, lorsque le coup d'État a eu lieu au

Niger, des organisations de masse de tous les secteurs ont assiégé les bases militaires françaises et l’ambassade de France, non seulement pour célébrer le renversement d’un régime à l’agonie et défendre le coup d’État, mais aussi pour affirmer leurs revendications de longue date visant à expulser les forces néocoloniales françaises. Avant le coup d’État, les mouvements sociaux avaient déjà commencé à construire un front de masse contre l’impérialisme, un processus qui remonte à la mobilisation populaire de 2022, elle-même fondée sur des décennies d’organisation politique et d’éducation. Aux yeux du peuple, la rupture avec la France enclenchée par le gouvernement militaire nigérien a été le signal que ses intérêts sont désormais pris en compte. Depuis lors, les dirigeants populaires continuent à appeler l’AES à respecter ses engagements anti-impérialistes et soulignent la nécessité de mettre en place des mécanismes institutionnels garantissant à la fois la responsabilité et la participation populaire. Effred Mouloul Al-Hassan, secrétaire général du Syndicat des enseignants nigériens, a clairement exprimé cette dynamique de soutien conditionnel lors d’une conférence organisée en novembre 2024 à Niamey: « Nous vous soutenons tant que vous êtes du côté du peuple. Sinon, nous vous combattons comme nous avons combattu les colonialistes ». ³¹

3) Le développement de programmes nationaux panafricains et anti-impérialistes endogènes. Les nouveaux gouvernements issus des coups d’État ont lancé de nouveaux programmes nationaux qui ont une orientation clairement anti-impérialiste, fondée sur des modèles de développement endogènes et sur l’héritage social et intellectuel de la région. La *Stratégie nationale pour l’émergence et le développement durable* (SNEDD 2024-2033) du Mali définit

un programme à moyen terme pour le renouveau national, ancré dans une rupture historique avec les modèles de gouvernance et de développement imposés de l'extérieur. La SNEDD 2024-2033 s'inspire du document *Mali Kura jetaasira ka ben san 2063 ma* Un nouveau Mali : une vision pour 2063), un rapport prospectif publié par le gouvernement qui articule une vision plus large de l'avenir du pays.³² Ensemble, ces cadres visent à ancrer la reconstruction nationale dans la pensée politique et les traditions éthiques précoloniales du Mali.

Dans le cadre de la redéfinition de l'identité nationale et des priorités institutionnelles, le SNEDD 2024-2033 lie explicitement le renouveau du Mali après le coup d'État aux trois piliers du patrimoine civilisationnel du pays. Premièrement, la Charte de Manden — la constitution de l'empire du Mali, créée en 1236 et souvent citée comme l'une des premières déclarations des droits de l'homme au monde — qui promeut des valeurs telles que la solidarité sociale, la protection des populations vulnérables et la gouvernance participative à travers un processus décisionnel fondé sur des assemblées. Deuxièmement, les codes juridiques de l'empire de Massina (1818-1862), fondé dans le delta intérieur du Niger, au centre du Mali, qui combinent la jurisprudence islamique et la gouvernance locale pour institutionnaliser la justice, la gestion de l'environnement et le contrôle du pouvoir exécutif. Troisièmement, les traditions manuscrites de Tombouctou, qui couvrent le droit, la science, l'éthique et l'administration publique et reflètent des siècles de production intellectuelle locale et de débats sur la justice, les responsabilités morales des dirigeants et la quête du savoir au service du bien commun.

Ensemble, ces traditions constituent les fondements d'une nouvelle vision anti-impérialiste de l'identité et de la gouvernance maliennes, fondée sur la justice sociale, la gouvernance collective et la dignité civilisationnelle.³³ La Vision Mali 2063 appelle à l'émergence d'un « nouvel homme malien (Maliden kura) », défini comme « un citoyen responsable, patriote et respectueux des valeurs, travailleur consciencieux et ouvert d'esprit, qui œuvre pour la souveraineté et le bien-être de tous ».³⁴

Cette stratégie nationale affirme la reconstruction du Mali comme un projet à la fois national et civilisationnel fondé sur « un État fort, solide et économiquement souverain » qui « doit assurer sa souveraineté sur plusieurs secteurs stratégiques ».³⁵ Ancrée dans la participation populaire et la résistance à l'influence néocoloniale, elle propose une transformation holistique centrée sur un « nouveau modèle de développement endogène (Mali Kura Taasira) » dans des domaines tels que la gouvernance, l'éducation, la justice et la souveraineté économique.³⁶ Cette vision fondatrice place l'intégrité culturelle et la souveraineté au cœur du développement national, marquant ainsi une rupture claire avec les cadres néocoloniaux dictés par les bailleurs de fonds du passé.

Ce programme est progressivement mis en œuvre à travers plusieurs initiatives majeures. Parmi les principaux projets d'infrastructure figurent la modernisation de la route à double voie Bamako-Koulouba-Kati et de la route transsaharienne stratégique (tronçon Bourem-Kidal), ainsi que la construction de la centrale solaire de Sanankoroba d'une capacité de 200 MW (autorisée en 2024).³⁷ Dans le secteur minier, décrit par le gouvernement comme

le « levier stratégique de la croissance et du développement économique », des réformes majeures ont été mises en œuvre grâce au Code minier de 2023, à la délivrance de permis d'exploitation aurifère à grande échelle (tels que la licence Korali-Sud dans la région de Kayes) et à l'acquisition par le Mali d'une participation de 80 % dans la mine d'or de Yatela, anciennement détenue par des sociétés étrangères.³⁸ Le Code minier de 2023 a révisé les conditions d'engagement avec toutes les multinationales étrangères, imposant une participation accrue de l'État pouvant aller jusqu'à 30 % dans les projets miniers, supprimant les exonérations fiscales et ouvrant la voie à la poursuite par l'État des impôts et dividendes impayés. Ces mesures visent à récupérer les milliards de francs CFA précédemment perdus en raison d'accords inéquitables (un audit récent a révélé une perte de 300 à 600 milliards de francs CFA de recettes publiques due à ces accords) et symbolisent l'hostilité de l'État à l'encontre des pilleurs historiques de la richesse aurifère du Mali.³⁹ Le gouvernement a également accéléré ses plans pour construire une raffinerie d'or soutenue par la Russie et développer l'extraction de lithium avec l'aide de la Chine dans le cadre du projet Goulamina, pour que le Mali puisse ainsi remonter la chaîne de valeur plutôt que de rester un simple fournisseur de minerais bruts.⁴⁰



La formation et le développement de l'AES

Les pays de l'AES continuent de faire face à des défis économiques considérables. Par exemple, en 2023, le PIB par habitant du Niger n'était que de 560 dollars étasuniens, l'un des plus bas au monde, avec un taux de pauvreté de 47,8 % (dans sa définition internationale) et une espérance de vie de 61 ans.⁴¹ Le Mali et le Burkina Faso affichent également des indicateurs comparables, reflétant une pauvreté généralisée et un accès limité aux services essentiels. Les défis sécuritaires n'ont fait qu'exacerber les difficultés économiques actuelles. Au cours des quinze dernières années, le Sahel a connu une recrudescence spectaculaire des activités terroristes, avec une augmentation de 2860 % du nombre de morts et de 1266 % du nombre d'actes terroristes. Rien qu'en 2023, près de 4000 personnes ont été tuées dans des attentats dans la région, ce qui représente 47 % des décès liés au terrorisme dans le monde et 26 % de tous les actes enregistrés. La grande majorité d'entre eux ont eu lieu au Burkina Faso, au Mali et au Niger.⁴² Les violences persistantes, combinées à la dégradation de l'environnement, ont déplacé des millions de personnes dans toute la région, contribuant à l'augmentation du nombre de déplacés et de réfugiés à l'intérieur même du pays.⁴³ Ces pressions démographiques et sécuritaires influencent collectivement les priorités stratégiques et les décisions politiques de l'AES.

C'est dans ce contexte et dans un climat de sentiment anti-français croissant que l'AES commence à prendre forme. En février 2022, le Mali expulse les forces diplomatiques et militaires françaises et se retire des partenariats régionaux de sécurité, tels que le G5 Sahel, condamnant leur impuissance à répondre aux besoins de la région en matière de sécurité. En juillet, le Mali renforce sa coopération militaire avec la Russie grâce à de nouveaux accords de formation et d'opérations conjointes. En septembre, le Burkina Faso connaît son deuxième coup d'État de l'année, qui porte au pouvoir une nouvelle direction reprenant la position anti-occidentale du Mali et cherchant à établir de nouveaux partenariats de sécurité. Au Mali, les tensions avec la France continuent à s'intensifier, aboutissant à la suspension des programmes d'aide français en novembre 2022.

L'année 2023 marque la création officielle de l'AES en tant que bloc régional. En janvier, le Burkina Faso exige le retrait des troupes françaises, mettant ainsi fin aux accords militaires et fermant les bases françaises dans le pays. En juillet, le Niger rejoint le Mali et le Burkina Faso dans leur rejet de l'influence politique et militaire occidentale qui prend forme à la suite de leurs coups d'État militaires respectifs. En août, l'AES annonce un pacte de défense collective — officialisé le mois suivant dans la *Charte de Liptako-Gourma* prévoyant qu'une attaque contre un membre serait considérée comme une attaque contre tous. L'alliance élargit également ses partenariats internationaux lors du sommet Russie-Afrique à Saint-Petersbourg, où les États membres concluent de nouveaux accords militaires et économiques avec la Russie. En septembre, les États membres de l'AES expulsent des diplomates américains et européens accusés d'ingérence et entament des négociations officielles avec la Chine

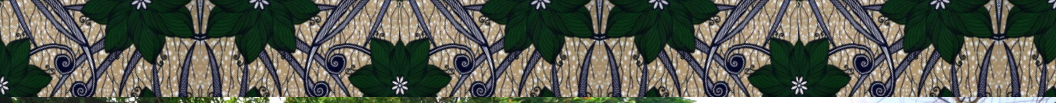
afin d'étudier des projets d'investissement dans les infrastructures et de partage des ressources.

En 2024, l'AES prend une série d'initiatives stratégiques visant à renforcer sa présence régionale et à affirmer sa souveraineté. En juillet, elle tient son premier sommet des chefs d'État et officialise son retrait de la CEDEAO. Dans les mois qui suivent, l'alliance mène ses premiers exercices militaires conjoints, axés sur des opérations coordonnées de lutte contre le terrorisme et la sécurité des frontières. En mars, dans la foulée de la fermeture par le Niger de l'une des plus grandes bases aériennes américaines de drones, l'AES approfondit ses accords de sécurité avec la Russie, en mettant l'accent sur l'achat d'armes et le partage de renseignements.⁴⁴

En avril 2024, les dirigeants de l'AES participent à un forum panafricain sur la sécurité, plaidant pour une plus grande autonomie régionale et des solutions africaines aux défis sécuritaires. En juin, l'alliance réaffirme son attachement à la souveraineté sur ses ressources, soulignant l'importance stratégique de l'uranium au Niger, de l'or au Mali et des ressources agricoles au Burkina Faso. En juillet, l'AES rejette les appels des Nations Unies et des puissances occidentales en faveur d'une transition accélérée vers un régime civil libéral et démocratique, privilégiant la stabilité à un calendrier imposé de l'extérieur. L'alliance publie aussi une déclaration condamnant les sanctions occidentales en vigueur contre les États membres, les qualifiant d'outils impérialistes destinés à saper la souveraineté régionale. Le 6 juillet 2024, les membres de l'AES adoptent un traité établissant officiellement la Confédération des États du Sahel, renforçant ainsi l'alliance formée en vertu de la *Charte de*

Liptako-Gourma de 2023. Le traité définit les priorités communes en matière de sécurité et de défense, de lutte contre le terrorisme et de promotion de la coopération économique, commerciale et culturelle entre les trois pays.⁴⁵

Ces développements soulignent l'engagement de l'AES à renforcer l'autonomie régionale et à favoriser une approche unifiée pour relever les défis complexes du Sahel. Tandis que la France est chassée et que décline son influence, la région renforce ses relations avec la Chine et la Russie. Ce revirement suscite des inquiétudes à Washington et en Occident quant à l'érosion de l'influence occidentale dans la région, transformant le Sahel en un champ de bataille pour les conflits internationaux.



Défis économiques à venir

L'AES est confrontée à des contraintes fondamentales, car ses économies restent tributaires de l'exploitation des ressources naturelles, reflétant les schémas néocoloniaux persistants de relations commerciales inégales et de faible valeur ajoutée.

Pays	Principaux produits d'exportation (2023)	Part des exportations (%)	Total des exportations (en mia US \$)	Principaux destinataires
Burkina Faso	Or	81.8%	3.65	Suisse (67%)
Mali	Or	94.1%	5.02	Émirats arabes unis (72%)
Niger	Or, oléagineux, uranium	~68.5% combinés	0.8	Émirats arabes unis (25%), China (20%)

Compilé à partir de l'Atlas de la complexité économique de Harvard, basé sur les données Comtrade des Nations Unies.⁴⁶

Les pays de l'AES tirent parti de leurs richesses minérales pour amorcer des changements dans leurs économies. Cela se fait néanmoins dans un contexte de dépendance continue, mais aussi dans un contexte où ils cherchent à diversifier leurs partenaires commerciaux et accroître la part de la valeur ajoutée produite dans le pays.⁴⁷ Si la France n'est plus la destination dominante, ce sont aujourd'hui la Suisse (pôle de raffinage de l'or) et les Émirats arabes unis (centre régional de commerce et de raffinage de l'or en pleine croissance) qui

dominent les exportations de l'AES. Alors que la Suisse sert principalement de plaque tournante pour la réexportation d'or raffiné avec une valeur ajoutée locale minimale pour les États africains, les Émirats arabes unis développent certaines activités de raffinage, ce qui, stratégiquement, permet une légère amélioration en termes de diversification commerciale. Toutefois, dans les deux cas, la chaîne de valeur reste largement hors du contrôle de l'Afrique, ce qui maintient la dépendance des économies des pays de l'AES vis-à-vis des matières premières. Celles-ci restent donc vulnérables aux fluctuations des prix mondiaux des matières premières. Par exemple, une baisse des cours de l'or ou des perturbations sur les marchés financiers des Émirats arabes unis pourraient avoir de graves répercussions sur les recettes en devises du Mali et du Burkina Faso. Par ailleurs, la dépendance du Niger à l'égard de l'uranium reste politiquement sensible. En tant que fournisseur principal du secteur nucléaire européen, et notamment français, le réalignment politique du pays après le coup d'État et les tensions avec les puissances occidentales ont suscité des inquiétudes quant à la sécurité de l'approvisionnement. Les sanctions et la suspension de l'aide exacerbent encore ces tensions, faisant de l'uranium une ressource économiquement vitale et, en même temps, un enjeu dans les négociations géopolitiques.

Si les pays de l'AES ont clairement affiché leur volonté politique de développer leur souveraineté économique, des vulnérabilités structurelles persistent, qu'il s'agisse de la propriété des ressources ou de l'hégémonie du franc CFA. Une véritable autonomie nécessitera non seulement une diversification des destinations et des produits d'exportation, mais aussi une modification fondamentale des

structures de production: développement des capacités nationales de raffinage, contrôle de la politique monétaire, renforcement du commerce régional et industrialisation pour réduire la dépendance aux matières premières.



Une intense quête de souveraineté

Alors que la plupart des dirigeants africains commencent à arriver au sommet Russie-Afrique de 2023, la presse internationale s'y est à son tour précipitée. Lorsque le président burkinabé Ibrahim Traoré et le président malien Assimi Goïta arrivent, les médias se déchaînent sur ces dirigeants « rebelles » qui apparaissent de plus en plus sûrs d'eux-mêmes, signe d'un changement géopolitique plus large en cours dans les nœuds stratégiques du Sud global.

Lors de la réunion bilatérale avec le président russe Vladimir Poutine, Ibrahim Traoré a donné la priorité aux accords en matière de sécurité nationale et de développement économique, mais a également fait référence de manière explicite à « l'évolution de la situation au Niger », où le Général Abdourahamane Tchiani menait un coup d'État militaire à ce moment précis. Ce geste constitue un soutien à la rupture politique en cours au Niger et a renforcé l'idée d'une lutte commune au sein d'un ordre international injuste qui, selon les dirigeants de l'AES, doit être remodelé.⁴⁸ Les stratégies diplomatiques d'Ibrahim Traoré et d'Assimi Goïta marquent une volonté délibérée de s'éloigner des dépendances néocoloniales et de s'orienter vers des partenariats de développement souverains, qui reflète une tendance croissante parmi de nombreux États du Sud à adopter, dans l'architecture hyperimpérialiste actuelle, ce que l'on pourrait qualifier de « recherche active de la souveraineté ».⁴⁹

Ces engagements diplomatiques — notamment les réalignements stratégiques et les initiatives économiques ou sécuritaires conjointes

— ne sont pas simplement des alliances opportunistes, mais l'expression d'aspirations plus profondes à un repositionnement structurel. L'AES ne se contente pas d'équilibrer les menaces au sens où l'entendent les études traditionnelles sur la sécurité (c'est-à-dire s'aligner sur une puissance pour en contrebalancer une autre) ni de rechercher de nouveaux protecteurs. Elle doit plutôt être décrite comme une « offensive de souveraineté », une posture dans laquelle les États, confrontés aux contraintes d'un ordre hyperimpérialiste, affirment des politiques et des stratégies institutionnelles visant à rompre avec la dépendance et à reconfigurer leur place dans le système mondial.

Lors de la Conférence internationale de solidarité avec les peuples du Sahel qui s'est tenue à Niamey en novembre 2024, le brigadier général Abdou Assoumane Harouna, dirigeant du Conseil national pour la sauvegarde de la Patrie (CNSP) du Niger et gouverneur de Niamey, a ainsi déclaré : « Nous ferons face à la puissance de l'impérialisme... Aucune puissance militaire au monde ne peut arrêter la quête d'indépendance et le rejet de l'ancien ordre mondial ». ⁵⁰ Cette formulation reflète une aspiration plus large, non seulement au Sahel, mais dans tout le Sud, à se libérer du carcan de l'impérialisme et à affirmer des voies indépendantes de développement, de coopération régionale et de clarté idéologique. ⁵¹

Le repositionnement souverain de l'AES n'est pas spontané sur le plan idéologique ; il découle de traditions profondément enracinées de luttes pour la libération et du rejet de la dépendance que les mouvements populaires réclament depuis longtemps. Les cris retentissants d'en bas ont clairement influencé la manière dont les dirigeants

de l'AES ont présenté leurs transitions militaires comme des formes de «souveraineté corrective».

Si certains analystes réduisent ces changements à une « mise à la remorque » de la Russie ou à un populisme militaire opportuniste, cette interprétation passe à côté de la dynamique structurelle de rupture avec un système de subordination imposée. Comme l'a souligné le Président Goïta lors de ses négociations bilatérales avec le président Poutine lors du sommet Russie-Afrique de 2023 :

De nombreux pays africains, en particulier le Mali, subissent une pression sans précédent de la part de plusieurs pays qui sont prêts à nous imposer des sanctions pour notre partenariat avec la Russie, pour notre choix souverain [nous soulignons]. Nous sommes stupéfaits par cette pratique néocolonialiste qui doit être combattue par un effort concerté au niveau international.⁵²

Ce «choix souverain» découle d'intérêts communs et de processus historiques plus longs qui sont toujours en cours. Le Président du Burkina Faso Ibrahim Traoré a expliqué lors de son discours à ce même sommet que la Russie était comme une famille pour les peuples africains en raison de leur histoire commune. «La Russie a fait d'énormes sacrifices pour libérer le monde du nazisme pendant la Seconde Guerre mondiale. Les peuples africains, nos grands-pères, ont également été envoyés de force en Europe pour l'aider à se débarrasser du nazisme», a-t-il expliqué. «Nous partageons la même histoire dans le sens où nous sommes les peuples oubliés du monde».⁵³

Cette position de l'AES reste significative. Lorsque le Président Traoré déclare qu'« un esclave qui ne peut assumer sa propre révolte ne mérite pas d'être plaint » ou lorsque le ministre malien des Affaires étrangères Abdoulaye Diop affirme que « le sort de nos pays ne va pas se décider à Bruxelles, Paris, Washington ou à Londres. Ça se décidera à Bamako, à Ouagadougou, à Niamey », il ne s'agit pas simplement d'une figure de style.⁵⁴ Ces déclarations sont des affirmations politiques qui font écho à un sentiment populaire en faveur de la souveraineté par la lutte armée et institutionnelle, rompant avec les régimes libéraux compradors de ces dernières décennies, désormais dépourvus de tout soutien populaire. Cela est apparu très clairement avec les multiples rassemblements, manifestations et protestations organisés en réponse à une série de tentatives d'attentats et d'interventions contre Ibrahim Traoré qui se sont tenus le 30 avril 2025 dans des pays de tout le continent et du monde entier, du Burkina Faso à la Côte d'Ivoire et au Kenya, en passant par les États-Unis, le Royaume-Uni et la France.⁵⁵

Il ne s'agit pas ici d'idéaliser l'AES. Ces gouvernements font face à de profondes contradictions internes et doivent naviguer entre les dangers des anciennes et des nouvelles dépendances. Les changements dans le paysage géopolitique peuvent rapidement modifier la capacité de l'AES à tirer parti de ses nouvelles relations. Comme l'écrit Vijay Prashad à propos des événements en Syrie et de leurs répercussions au Sahel :

Le changement de gouvernement en Syrie a non seulement affaibli l'Iran à court terme, mais aussi la Russie (un objectif stratégique à long terme des États-Unis), qui utilisait

auparavant les aéroports syriens pour ravitailler ses avions de ravitaillement à destination de divers pays africains. La Russie ne peut plus utiliser ces bases et on ne sait pas encore où les avions militaires russes pourront se ravitailler pour se rendre dans la région, notamment dans les pays du Sahel. Cela donnera aux États-Unis une occasion de pousser les pays limitrophes du Sahel, tels que le Nigeria et le Bénin, à lancer des opérations contre les gouvernements du Burkina Faso, du Mali et du Niger. Il faudra suivre cela de près.⁵⁶

Malgré ses avancées symboliques et stratégiques, le succès de l’alliance dépendra de sa capacité à créer des institutions durables, à favoriser l’intégration économique et à concilier ses objectifs internes et la stabilité régionale. De nouvelles initiatives — telles que la coordination régionale en matière de gestion des ressources, les propositions de création d’une monnaie sahélienne, un passeport AES unique permettant la libre circulation entre les États, l’interconnexion des réseaux, la mise en place de forces militaires conjointes et les appels à la coopération Sud-Sud — reflètent les premières étapes vers un nouveau paradigme de développement fondé sur la souveraineté, l’autosuffisance et la participation populaire. Le paradigme émergent au Sahel reste fragile, mais il reflète un rejet décisif du modèle impérialiste et un horizon politique aligné sur les aspirations émancipatrices du Sud.





Notes

- 1 République du Mali, Charte de Liptako-Gourma établissant l'Alliance des États du Sahel, Copie conforme remise au Conseil de sécurité des Nations Unies, 3 octobre 2023, consulté le 16 août 2025 <https://docs.un.org/fr/S/2023/695>
- 2 Ibidem.
- 3 République du Burkina Faso, République du Mali et République du Niger, « Communiqué conjoint du Burkina Faso, de la République du Mali et de la République du Niger : Les trois pays décident de leur retrait sans délai de la CEDEAO », 28 janvier 2024, publié dans Le Sahel, consulté le 16 août 2025, <https://www.lesahel.org/communiqué-conjoint-du-burkina-faso-de-la-republique-du-mali-et-de-la-republique-du-niger-les-trois-pays-decident-de-leur-retrait-sans-delai-de-la-Cédéao/>.
- 4 R. I. Onwuka, 'The ECOWAS Treaty: Inching Towards Implementation', *The World Today* 36, no. 2 (1980): 52, <http://www.jstor.org/stable/40395168>.
- 5 Ibid.
- 6 Tricontinental, « France Must Go from Africa Is the Slogan of the Hour », Newsletter of the Tricontinental : Institute for Social Research, 2024, n° 49, consulté le 16 août 2025, <https://thetricontinental.org/newsletterissue/sahel-sovereignty/> ; Vijay Prashad, « The Sahel stands up and the world must pay attention », *People's Dispatch*, consulté le 16 août 2025, <https://peoplesdispatch.org/2024/07/08/the-sahel-stands-up-and-the-world-must-pay-attention>.
- 7 International Crisis Group, « Alliance des Etats du Sahel : le divorce avec la CEDEAO peut-il être évité ? », International Crisis Group, 5 décembre 2024, consulté le 16 août 2025, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/burkina-faso-mali-niger/splinter-sahel-can-divorce-ecowas-be-averted> ; <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/burkina-faso-mali-niger/splinter-sahel-can-divorce-ecowas-be-averted> ; Beverly Ochieng, « Will the Sahel Military Alliance Further Fragment ECOWAS? », Center for Strategic & International Studies, 15 février 2024, consulté le 16 août 2025, <https://www.csis.org/analysis/will-sahel-military-alliance-further-fragment-ecowas> ; Matthew Edds-Reitman et Rachel Yeboah Boakye, « Sahel Coup Regime's Split from ECOWAS Risks Instability in Coastal West Africa », United States Institute of Peace, consulté le 25 décembre 2024, <https://www.usip.org/publications/2024/10/sahel-coup-regimes-split-ecowas-risks-instability-coastal-west-africa> - nous traduisons.
- 8 Banque mondiale, « Population totale — Burkina Faso, Mali, Niger », Indicateurs du développement dans le monde, consulté le 16 août 2025, <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.TOTL?locations=BF-ML-NE?locations=BF-ML-NE>.
- 9 Sarah Jean Zimmerman, *Living Beyond Boundaries: West African Servicemen in French Colonial Conflicts, 1908–1962*, thèse de doctorat en histoire, Université de

- Berkeley, sous la direction de Tabitha Kanogo, 2011, <https://escholarship.org/uc/item/4x19q2xb> .
- 10 Entretien non publié de Mamane Sani Adamou de l'Organisation révolutionnaire pour une nouvelle démocratie (ORDN) — Tarmouwa, réalisé par Mikaela Nhondo Erskog, 9 septembre 2024.
 - 11 Rahmane Idrissa, « Hot Water », London Review of Books Blog, 9 avril 2021, <https://www.lrb.co.uk/blog/2021/april/hot-water> ; Klaas Van Walraven, « Decolonisation by Referendum: The Anomaly of Niger and the Fall of Sawaba, 1958–1959 », The Journal of African History, 2009, vol. 50, n° 2, p. 269–292, <https://doi.org/10.1017/S0021853709990053>.
 - 12 'Accord « Accord de coopération en matière de défense entre la République française et la République du Niger », signé à Paris le 24 avril 1961, reproduit dans « Accords de coopération signés par la France avec la Côte d'Ivoire, le Dahomey et le Niger », Journal officiel de la République française n° 69, 23 mars 1963, https://afriquexxi.info/IMG/pdf/accord_france_niger_1961_0_.pdf .
 - 13 Les cinq domaines énumérés ont été présentés dans une interview non publiée de Mamane Sani Adamou, op. cit.
 - 14 « Accord de coopération », op. cit.
 - 15 Gordon Cumming, « French Aid to Africa: Towards a New Consensus? », Modern & Contemporary France, 1996, vol. 4, n° 4, p. 453–62, <https://doi.org/10.1080/09639489608456334> ; Bocar Diagana et al., « Effects of the CFA Franc Devaluation on Urban Food Consumption in West Africa: Overview and Cross-Country Comparisons », Food Policy, 1999, vol. 24, n° 5, p. 465–78, [https://doi.org/10.1016/S0306-9192\(99\)00060-3](https://doi.org/10.1016/S0306-9192(99)00060-3).
 - 16 FMI, Background Information from the Study Guide to The Fabric of Reform – An IMF Video, Fonds monétaire international, consulté le 12 juin 2025, <https://www.imf.org/external/pubs/ft/fabric/backgrnd.htm>.
 - 17 Abdoulaye Maïga, « Discours prononcé lors du débat général de la 79e session de l'Assemblée générale des Nations unies », 28 septembre 2024, New York, https://gadebate.un.org/sites/default/files/gastatements/79/ml_fr.pdf.
 - 18 Tricontinental, Defending Our Sovereignty: US Military Bases in Africa and the Future of African Unity, dossier n° 42, 9 juin 2023, <https://thetricontinental.org/pan-africa/dossier-42-militarisation-africa/> ; Malak Altaeb, « What's Next for Libya's Great Man-Made River Project? », Middle East Institute, 10 août 2022, <https://www.mei.edu/publications/whats-next-libyas-great-man-made-river-project>.
 - 19 Tricontinental, Defending Our Sovereignty, op. cit.

- 20 République du Mali, Lettre datée du 15 août 2022, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Mali auprès de l'Organisation des Nations Unies, copie conforme remise au Conseil de sécurité des Nations Unies, 19 août 2023.
- 21 Oxfam, Areva au Niger : à qui profite l'uranium ?, Oxfam International, Communiqué de presse, 19 décembre 2013, <https://www.oxfam.org/fr/communiqués-presse/areva-au-niger-qui-profite-luranium>.
- 22 Al Jazeera, « Des milliers de personnes manifestent au Mali contre les violences ethniques », Al Jazeera, 5 avril 2019, <https://www.aljazeera.com/news/2019/4/5/thousands-rally-in-mali-to-protest-against-ethnic-violence>.
- 23 France 24, « L'ONU estime que les frappes françaises au Mali en janvier ont tué 19 civils ; la France réfute ce rapport », France 24, 30 mars 2021, <https://www.france24.com/en/live-news/20210330-un-probe-finds-french-strike-in-mali-in-january-killed-19-civilians>
- 24 Al Jazeera, « Deaths in Niger as protesters confront French army convoy », Al Jazeera, 27 novembre 2021, <https://www.aljazeera.com/news/2021/11/27/three-killed-in-niger-as-protesters-confront-french-army-convoy> ; Andrea Carboni, « Regional Overview: Africa 8–14 December 2019 », Armed Conflict Location Camp; Event Data, 16 décembre 2019, <https://acleddata.com/2019/12/16/regional-overview-africa-8-14-december-2019/>.
- 25 Kent Mensah, « Africa's coup epidemic: Has democracy failed the continent? », Al Jazeera, 23 septembre 2023, <https://www.aljazeera.com/features/2023/9/22/africas-coup-epidemic-has-democracy-failed-the-continent>.
- 26 AJLabs, « Cartographie des coups d'État en Afrique au fil des ans », Al Jazeera, consulté le 27 décembre 2024, <https://www.aljazeera.com/news/2023/8/30/mapping-africas-coups-detat-across-the-years>.
- 27 Theodore Murphy, « Middle Powers, Big Impact: Africa's "Coup Belt," Russia, and the Waning Global Order », Conseil européen des relations étrangères, 6 septembre 2023, <https://ecfr.eu/article/middle-powers-big-impact-africas-coup-belt-russia-and-the-waning-global-order/>, nous traduisons..
- 28 Tricontinental, « Democracy is Like Rice. We Need to Grow It Ourselves », », Pan-Africa Newsletter of the Tricontinental : Institute for Social Research, 2024, n° 12, consulté le 11 juin 2025, <https://thetricontinental.org/pan-africa/newsletterissue-niger-conference/>.
- 29 Ebenezer Babatope, Coups: Africa and the Barrack Revolts, Ibadan, « African Books Collective », 1981 ; Samuel Decalo, « Modalities of Civil-Military Stability in Africa », The Journal of Modern African Studies, 1989, vol. 27, n° 4 (1989), p. 547-578 ;

- Godfrey Mwakikagile, *Military Coups in West Africa Since the Sixties*, New York, Nova Science Publishers, 2001.
- 30 Tricontinental, « The People of Niger Want to Shatter Resignation », Newsletter of the Tricontinental : Institute for Social Research, 2023, n°34, <https://thetricontinental.org/newsletterissue/niger-military-intervention/>, nous traduisons. Pour plus d'informations sur la biographie de Traoré, voir Jack G. Kraft, Ibrahim Traoré : The Youngest Leader of Burkina Faso: From Military Officer to Interim President, publié à compte d'auteur, 2025.
 - 31 Effred Mouloul Al-Hassan, remarques entendues par les auteurs lors de la Conférence internationale de solidarité avec les peuples du Sahel, Niamey, Niger, novembre 2024.
 - 32 Ministère de l'Économie et des Finances, Mali Kura Netaasira Ka Ben San 2063 et Stratégie nationale pour l'émergence et le développement durable (SNEDD 2024-2033), Bamako, Gouvernement du Mali, 2024.
 - 33 Ibidem ; Ministère de la Refondation de l'État, République du Mali, « Programme national d'éducation aux valeurs », Bamako, 5 janvier 2023, <https://cdi.gouv.ml/wp-content/uploads/2024/02/Programme-National-DEducation-aux-Valeurs.pdf>.
 - 34 Ministère de l'Économie et des Finances, Mali Kura Netaasira Ka Ben San 2063, op. cit., p. 4.
 - 35 Ministère de l'Économie et des Finances, Mali Kura Netaasira Ka Ben San 2063, op. cit., p. 4.
 - 36 Ministère de l'Économie et des Finances, Mali Kura Netaasira Ka Ben San 2063, op. cit., p. 22.
 - 37 Présidence de la République du Mali, « Sanankoroba : coup d'envoi de la construction d'une nouvelle centrale solaire de 200 MWc », Koulouba, consulté le 12 juillet 2025, <https://koulouba.ml/sanankoroba-coup-denvoi-de-la-construction-dune-nouvelle-centrale-solaire-de-200-mwc/>; Présidence de la République du Mali, « Communiqué du Conseil des Ministres du jeudi 02 mai 2024 », Koulouba, consulté le 12 juillet 2025, <https://koulouba.ml/communique-du-conseil-des-ministres-du-jeudi-02-mai-2024/>.
 - 38 Ministère de l'Économie et des Finances, *Mali Kura Netaasira Ka Ben San 2063*, op. cit., p. 14; Joy Chukwu, 'Mali Takes Full Control Of Yatela Gold Mine From Foreign Companies', *West Africa Weekly*, 20 octobre 2024, <https://westafricaweekly.com/mali-takes-full-control-of-yatela-gold-mine-from-foreign-companies/>.

- 39 Bloomberg, « Mali to get \$1.2bn from miners after talks », Mining Weekly, consulté le 16 juin 2025, <https://www.miningweekly.com/article/mali-to-get-12bn-from-miners-after-talks-2025-01-13>.
- 40 Bruno Venditti, « Ganfeng begins production at Goulamina lithium mine in Mali », Mining, 26 décembre 2024, <https://www.mining.com/ganfeng-begins-production-at-goulamina-lithium-mine-in-mali/>.
- 41 Banque mondiale, Macro Poverty Outlook : Sub-Saharan Africa, Washington DC, Banque mondiale, octobre 2024, p. 66, https://www.worldbank.org/en/publication/macro-poverty-outlook/mpo_ssa.
- 42 Institute for Economics & Peace, Global Terrorism Index 2024: Measuring the Impact of Terrorism, Sydney, février 2024, <https://www.visionofhumanity.org/wp-content/uploads/2024/02/GTI-2024-web-290224.pdf>.
- 43 Internal displacement monitoring center, « Internal displacement in Africa triples in 15 years since landmark treaty to address it », Internal displacement monitoring center, consulté le 20 décembre 2024, <https://www.internal-displacement.org/news/internal-displacement-in-africa-triples-in-15-years-since-landmark-treaty-to-address-it>.
- 44 Antony Sguazzin et Katarina Hoije, « Niger's Military Junta Ditches America and Courts Russia », Bloomberg, 19 mars 2024, <https://www.bloomberg.com/news/newsletters/2024-03-19/next-africa-us-right-to-operate-drone-base-in-niger-terminated-by-junta>.
- 45 Kester Kenn Klomegh, « The Alliance of Sahel States: Implications, challenges and prospects in West Africa », Modern Diplomacy, 17 septembre 2024, <https://modern diplomacy.eu/2024/09/17/the-alliance-of-sahel-states-implications-challenges-and-prospects-in-west-africa/>.
- 46 Atlas de la complexité économique de Harvard, « Growth Lab », consulté le 10 juin 2025, <https://atlas.hks.harvard.edu/explore>.
- 47 Ibidem.
- 48 Président de la Russie, Meeting with Interim President of Burkina Faso Ibrahim Traore, Transcription, 29 juillet 2023, <http://en.kremlin.ru/events/president/news/71838>.
- 49 Lire notre rapport complet, Hyper-Imperialism: A Dangerous Decadent New Stage, Institut de recherches sociales Tricontinental, Études sur les dilemmes contemporains, n° 4, 23 janvier 2024, <https://thetricontinental.org/studies-on-contemporary-dilemmas-4-hyper-imperialism>.

- 50 Peoples Dispatch, «The Anti-Imperialist Upsurge in the Sahel Is Irreversible, Say Leaders at Historic Conference in Niamey», Peoples Dispatch, 19 novembre 2024, <https://peoplesdispatch.org/2024/11/19/the-anti-imperialist-upsurge-in-the-sahel-is-irreversible-say-leaders-at-historic-conference-in-niamey/> , nous traduisons.
- 51 Peoples Dispatch, ‘The Anti-Imperialist Upsurge in the Sahel is Irreversible, Say Leaders at Historic Conference in Niamey’, *Peoples Dispatch*, 19 November 2024, <https://peoplesdispatch.org/2024/11/19/the-anti-imperialist-upsurge-in-the-sahel-is-irreversible-say-leaders-at-historic-conference-in-niamey/>.
- 52 Président de la Russie, «Meeting with Interim President of Mali Assimi Goïta », Président de la Russie, 29 juillet 2023, <http://en.kremlin.ru/events/president/news/71842> , nous traduisons.
- 53 Steve Lalla, «Burkina Faso’s president Traoré delivers anti-imperialist speech at Russia–Africa summit », MR Online, 5 août 2023, <https://mronline.org/2023/08/05/burkina-fasos-president-traore-delivers-anti-imperialist-speech-at-russia-africa-summit/> , nous traduisons.
- 54 «Le sort des États de l’Alliance du Sahel ne se décidera pas dans les capitales occidentales (Abdoulaye Diop)», consulté le 30 décembre 2024, <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/le-sort-des-etats-de-lalliance-du-sahel-ne-se-decidera-pas-dans-les-capitales-occidentales-abdoulaye-diop-/3262012> ; Christina Glazkova, «L’avenir du Sahel est désormais entre les mains de ses peuples, déclare le ministre malien des Affaires étrangères devant l’UE», Sputnik Africa, 28 juin 2024, <https://en.sputniknews.africa/20240628/future-of-sahel-is-now-decided-by-its-people-malian-foreign-minister-declares-in-eu-1067286390.html>; Peoples Dispatch, «“A slave who cannot assume his own revolt does not deserve to be pitied,” says Ibrahim Traoré of Burkina Faso », Peoples Dispatch, 2 août 2023, <https://peoplesdispatch.org/2023/08/02/a-slave-who-cannot-assume-his-own-revolt-does-not-deserve-to-be-pitied-says-ibrahim-traore-of-burkina-faso/>.
- 55 Oluwasegun Sanusi, «Demonstrators March, Picket Western Embassies in Ouagadougou, Accra, London, Paris in Support of Ibrahim Traoré », West Africa Weekly, 1er mai 2025, <https://westafricaweekly.com/demonstrators-march-picket-western-embassies-in-ouagadougou-accra-london-paris-in-support-of-ibrahim-traore/>.
- 56 Vijay Prashad, «How to Understand the Change of Government in Syria », Newsletter of the Tricontinental : Institute for Social Research, 2024, n° 51, 19 décembre 2024, <https://thetricontinental.org/newsletterissue/how-to-understand-the-change-of-government-in-syria/> , nous traduisons.



Attribution-NonCommercial 4.0
International (CC BY-NC 4.0)

This publication is issued under a Creative Commons Attribution-NonCommercial 4.0 International (CC BY-NC 4.0) license. The human-readable summary of the license is available at <https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/>.



Tricontinental: Institute for Social Research
*is an international, movement-driven institution
focused on stimulating intellectual debate that serves
people's aspirations.*
www.thetricontinental.org

Instituto Tricontinental de Investigación Social
*es una institución promovida por los movimientos,
dedicada a estimular el debate intelectual al servicio de
las aspiraciones del pueblo.*
www.eltricontinental.org

Instituto Tricontinental de Pesquisa Social
*é uma instituição internacional, organizada por
movimentos, com foco em estimular o debate intelectual
para o serviço das aspirações do povo.*
www.otricontinental.org